

Les subsides

un milliard pour les graines oléagineuses et le seigle de l'Ouest, et à un milliard encore pour le maïs de l'Est, les petites céréales et le soya. Alors que les producteurs perdront environ 4 milliards l'an prochain, le gouvernement n'offre qu'une aide de un milliard. Voyons en quoi la libéralisation du commerce touchera l'industrie laitière, secteur très important dans la circonscription de la députée, si les négociations sur les produits agricoles aboutissent. Selon le Pr Warley, économiste renommé et de tendance plutôt conservatrice, les producteurs de lait de consommation peuvent s'attendre à une baisse des prix de 20 à 40 p. 100 si le Canada doit aligner ses prix sur ceux des États-Unis. La valeur des contingents diminuera de 1,5 milliard de dollars. Les producteurs de lait industriel devront affronter une réduction des prix de 20 p. 100 et une baisse de la valeur des contingents de 3,5 milliards.

Comment la députée peut-elle appuyer l'ouverture de telles négociations avec les Américains quand on sait que cette entreprise aura des effets dévastateurs sur un secteur précis de l'agriculture canadienne?

[Français]

Mme Bourgault: Monsieur le Président, actuellement, nous ne le savons pas, nous sommes en période de discussions. Les agriculteurs de ma circonscription m'en parlent chaque fois que je les rencontre. Ils sont inquiets au sujet des possibilités du libre-échange, parce que mes agriculteurs disent que les Américains vont nous envahir. Je ne suis pas certaine de cela, monsieur le Président. Le *statu quo*, qu'en fait-on? Le Canada est un pays exportateur, il nous faut des marchés. Actuellement, à travers le monde, et ce n'est pas seulement ici, il y a des surplus incroyables dans le domaine agricole. Il faut que notre premier ministre trouve une place pour qu'on puisse vendre ce qu'on fabrique si bien au Canada.

Je ne suis pas certaine que les pourparlers avec les États-Unis seraient néfastes. Encore faut-il qu'on les voie et il est trop tôt j'imagine pour spéculer là-dessus. Et je serai la première, comme députée du côté du gouvernement, à protéger les intérêts de mes agriculteurs, quand viendra le temps de dire oui ou non si on ouvre les barrières avec les États-Unis en ce qui concerne l'agriculture.

Le ministre le dit, le premier ministre le dit. Actuellement, nous sommes en période de consultations, nous essayons de voir quels seraient les impacts de cette ouverture d'esprit et nous le verrons.

Maintenant, monsieur le Président, mon honorable collègue a dit que nous avons donné... il l'a souligné d'une manière très particulière, le fait que notre gouvernement s'est commis avec les agriculteurs de l'Ouest. Nous avons apporté de l'argent. Maintenant avec les coffres que nous avait laissés l'administration libérale, on ne peut pas faire des miracles quand on n'a pas d'argent, mais on a fait le maximum et ce sont les agriculteurs de l'Ouest qui en ont profité, comme les agriculteurs de l'Est d'ailleurs.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou observations? Débat.

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, mon intervention cet après-midi sera très brève. De

façon générale, j'appuie la motion très bien intentionnée proposée par mon honorable ami d'Essex—Windsor. Je suis heureux de pouvoir dire que j'ai eu l'honneur d'appuyer la motion, et son importance me paraît exiger qu'on la relise encore une fois aux députés; la voici donc tout simplement:

Que la Chambre blâme le gouvernement de la confusion, du manque d'orientation et du secret qui entourent sa politique commerciale et condamne plus précisément

- 1) les efforts malavisés déployés par le ministre du Commerce international pour soumettre aux États-Unis une proposition unilatérale qui a miné la position du Canada avant que le département du Commerce décide d'imposer un droit compensatoire sur le bois d'oeuvre;
- 2) la réponse faible et contradictoire de la même ministre à cette décision sur le bois d'oeuvre, réponse dans laquelle elle a omis de prendre des mesures fermes au nom du Canada, n'a pas tenu compte de ses possibilités, et ne faisait appel qu'à la simple rhétorique et aux interventions devant les tribunaux à l'intérieur de ce système américain de droits compensatoires qu'elle critique;
- 3) le fait que le gouvernement canadien n'ait pas fait disparaître les effets néfastes sur le commerce du *Farm Bill* américain qui nuit à tant d'agriculteurs canadiens;
- 4) la faiblesse manifestée par le gouvernement canadien dans sa réponse à la surtaxe sur les importations et à la taxe différentielle imposée par les États-Unis sur le pétrole importé par rapport au pétrole domestique;
- 5) la façon dont les négociations sur le libre-échange menées par le gouvernement avec les États-Unis ont fait du Canada la cible des droits compensatoires et de l'interventionnisme du Congrès américain au lieu d'aider le pays à échapper à de telles interventions;
- 6) la faible priorité accordée par le gouvernement aux négociations du GATT par rapport à celle qu'il attribue aux négociations bilatérales détaillées avec les États-Unis; et
- 7) le fait que le gouvernement ait omis d'évaluer avec réalisme les obstacles constitutionnels massifs à la signature d'un accord bilatéral vraiment juste entre le Canada et les États-Unis

• (1640)

Je suis persuadé que la perplexité et la confusion grandissent chez les Canadiens qui suivent le débat d'aujourd'hui à mesure qu'ils entendent les ministériels parler de ces négociations. Depuis que j'écoute le débat portant sur les négociations avec les États-Unis, j'entends parler de négociations sur le libre-échange, de négociations pour un commerce accru, d'accords en faveur d'échanges bilatéraux accrus, d'option de libéralisation des échanges, d'accord commercial global et d'échanges accrus avec les États-Unis. Qu'est-ce que c'est que ces discussions sur le libre-échange?

Des voix: Tout cela!

M. Riis: Je crois que mes collègues d'en face choisissent la définition qui correspond le mieux à leurs préjugés personnels. Les gens qui écoutent le débat doivent hocher de la tête. Le député de Mission—Port Moody (M. St. Germain) a dit que nous nous efforçons vraiment de négocier de «bons échanges commerciaux». Eh bien, qui ne tente pas de négocier «des échanges avantageux»? Nous sommes sûrs que les fabricants, les industriels, les chefs d'entreprise et les entrepreneurs canadiens sauront être compétitifs sur le marché mondial. Ils l'ont prouvé à maintes reprises dans le domaine des télécommunications, des transports et de la haute couture notamment. Les Canadiens ont pu se tailler une part de 30 p. 100 sur le marché américain du bois d'oeuvre grâce à une campagne de commercialisation dynamique et à l'excellent travail qu'ils ont fait au Canada, en modernisant leurs scieries, en comptant sur des employés travailleurs et en faisant appel à des stratégies de